

UN BUDGET SOCIALISTIQUEMENT INFLATIONNISTE



NOTRE peuple avait besoin d'un soutien financier en ces temps difficiles et l'exercice budgétaire a fourni le même, bien que dans un contexte plutôt particulier. A noter que notre pouvoir d'achat a perdu environ -35% depuis décembre 2019 (Environ : -17% d'inflation cumulée et -18% de dévaluation de la Roupie). Si nous remontons à 2015/16, l'appauvrissement dépasse -58% et donc ces allocations, bien que favorables, restent largement insuffisantes pour compenser l'appauvrissement le plus important (et le plus vélocité) que notre nation ait subi depuis l'indépendance.

La mise en garde d'essayer d'atténuer cet appauvrissement en utilisant uniquement des politiques budgétaires à court terme est l'effet inflationniste des mesures annoncées. Malheureusement, la coordination des politiques monétaire et budgétaire est essentielle ; sans quoi ; Bien la balle est maintenant dans le camp des décideurs de politiques monétaires qui, depuis longtemps, semblent ne plus savoir quoi faire avec la balle, en toute humilité ! Non mais un taux directeur à 2,25% alors que l'inflation comparable à 11% ! Quelque chose est étrangement il-lucide ! Quoi qu'il en soit, cet exercice budgétaire est plus susceptible d'exacerber les pressions inflationnistes de la demande à très court terme.

Par conséquent, la Banque de Maurice doit maintenant agir, et agir vite car elle reste derrière la courbe d'au moins 1,80 % et idéalement de 2,85%.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

Ainsi anticipé, la plausible hausse des recettes fiscales induite par l'inflation (et donc la TVA) et la hausse du PIB mathématique libellé en roupies devraient resserrer le déficit budgétaire cette année. Cependant, notre économie reste environ -30 % plus faible qu'en 2019 en dollars américains. Après une telle dévaluation de la monnaie d'un pays, comparer des pommes avec des pommes implique de revenir à notre production intérieure brute en dollars américains, et non en termes des roupies dévaluées.

Ceci est important car un Rs 100 avant la dévaluation (ainsi qu'après l'inflation cumulé) et un Rs 100 après, sont 2 roupies différentes. Très différentes ! Un PIB avant dévaluation et un PIB nominal après dévaluation ne peuvent pas être comparés.

À cet égard, l'augmentation des exportations, les entrées de devises fortes et une augmentation très recherchée de la productivité et de la compétitivité nationales sont essentielles pour que notre pays atteigne la parité de la croissance économique avec les niveaux d'avant la pandémie. Donc oui, bien que mathématiquement, nous sommes d'accord avec le FMI et le Trésor du pays que nos mesures de la dette budgétaire sont susceptibles de s'améliorer au cours de cet exercice (purement mathématiquement parlant, pas nominalement), il est important que la discipline budgétaire soit maintenue au

cours des prochaines années ; afin de relever la note de crédit souverain de notre pays et d'atténuer ainsi les risques d'une dégradation imminente (et ainsi la liquidité des GBC et les réserves de notre banque centrale). Alors que l'on s'attendait à un certain cantonnement et à un début de consolidation budgétaire, on constate que ce n'est pour l'instant pas le sujet de conversation en ville !

Aucun pays ne devrait produire en masse ce qu'il ne déient pas d'avantage concurrentiel dans la production

En toute humilité, nous pensons qu'il faut être prudent lorsqu'il s'agit de discuter ou d'encourager la production locale de produits alimentaires de base (légumes, fruits, lait, blé, riz et autres). Notre économie est passée du primaire au secondaire pour devenir aujourd'hui fortement orientée vers le tertiaire - segment des services (qui malheureusement manque d'élan d'un point de vue de politique publique dans ce budget).

Considérant le principe économique de la frontière efficiente, ce dernier dicte qu'un pays ne devrait produire (en volumes) que les produits pour lesquels son avantage concurrentiel de production et de prix est tel qu'il peut fournir au marché (notre population) le meilleur prix à la quantité optimale (espérons la qualité aussi !).

Par conséquent, subventionner la production locale pour nous n'est pas synonyme de sécurité alimentaire mais plutôt un manque de respect des principes macro et micro-économiques.

En revanche, oui, une certaine quantité raisonnable de produits locaux doit toujours être soutenue. Mieux encore, pour assurer une véritable sécurité alimentaire (qui restera toujours une tâche en constante évolution et sans fin), notre pays a désespérément besoin de diversifier ses sources/chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et d'ouvrir divers marchés, d'investir dans des systèmes d'entreposage/de stockage modernes, mais aussi d'envisager des réciprocités d'entreposage, au besoin.

En outre, lorsque la production locale atteint une norme de qualité mondiale, le juste prix peut être recherché en incitant et en encourageant les exportations (de sorte que les prix puissent être compétitifs au niveau local et mondial). Au cas échéant, soyons prudents. Oui, la réserve foncière doit être optimisée et le chômage des jeunes doit être pris en charge ; de manière durable. Devenir agriculteur devrait devenir 'hyper' et prospère pour nos jeunes. Pas l'inverse. Cependant, nous devons viser où la balle ira ; et non où là elle élit / fut.

Alimenter d'avantage la bulle immobilière

Permettre aux titulaires de permis de séjour d'acquérir une propriété résidentielle d'un minimum de 350 000 USD en dehors des régimes existants, sous réserve d'une contribution de 10 % versée au Fonds de solidarité, devrait, à moins d'être contrôlé, alimenter encore plus la bulle immobilière, dans un environnement difficile.

Encore une fois, nous réitérons le fait que d'environ 24%

des IDE en 2005, l'immobilier représentait environ 54% de nos marges IDE en 2021.

Couplé à une inflation persistante des coûts, cela ne peut qu'exacerber le problème sous-jacent dans ce segment et donc l'essence du contrôle de l'offre dans cette équation ; anémique !

Déjà, nous notons avec inquiétude que Maurice dispose désormais apparemment d'un pipeline d'investissements du secteur privé de plus de 200 milliards de roupies sous la facilitation de l'EDB. Pour mettre les choses en contexte, ce chiffre semble raisonnablement élevé à tous points de vue. Nous attendons quelque Rs 20 milliards d'IDE en 2022 (dont environ 50% correspondant à des investissements immobiliers). Maintenant, 200 milliards de roupies provenant d'entreprises privées représentent 20 fois notre IDE annuel ; qui est énorme.

Cela exercera probablement une pression supplémentaire sur les rendements locatifs résidentiels (déjà bien inférieur au coût du capital pour les projets immobiliers à Maurice - pour les acheteurs « clef en main »). Nonobstant le fait que nous ne construisons que du ciment pour le ciment (pas nécessairement une stratégie ayant un impact positif à long terme sur l'environnement délicat de notre île et de son climat naturel) ; l'effet multiplicateur de telles dépenses de construction est limité.

Il existe une différence fondamentale entre la monétisation d'un bilan historique lié à des actifs fonciers principalement immobiliers et l'obtention de rendements excédentaires durables pour les actionnaires et les parties prenantes (la nation d'un pays).

Par conséquent, encore une fois, nous réitérons une approche prudente en matière de construction et de son bouillonnement inhérent ; notamment dans les segments commercial, bureau et résidentiel. L'entreposage, en re-

vanche, selon nous, a encore des jambes, surtout avec l'importance croissante du commerce électronique et du commerce international.

Oui, pour une île Maurice plus verte ; pas nécessairement exonéré d'impôt !

Nous applaudissons avec louanges le mouvement stratégiquement vert sur plusieurs fronts (mieux vaut tard que jamais) - la production d'énergie verte et les incitations au transport vert. En termes d'un monde plus vert pour nos générations futures, la transition est en cours au niveau mondial depuis plusieurs années et nous rattrapons le retard au niveau national ; nous sommes au moins dans la bonne direction (compte tenu de la véritable histoire « délicate » derrière notre industrie énergétique à Maurice).

Cependant, dans un monde où tous les principaux constructeurs automobiles produisent (et les consommateurs mondiaux achètent) de plus en plus de véhicules électriques et moins de véhicules à énergie fossile, naturellement, le nombre de voitures hybrides (bientôt anciennes) et électriques est appelé à augmenter, relativement parlant.

Au cours des 5 à 10 prochaines années, le saut technologique est susceptible de provoquer une augmentation exponentielle telle que les achats de voitures électriques dépasseront les voitures à combustibles fossiles, etc. Le passage au duty-free est certes une incitation à court terme mais reste fiscalement une bêtise à moyen-long terme ; qui sera probablement renversée ou atténuée avec le temps. Quoi qu'il en soit, à une époque d'augmentation des recettes fiscales et d'assainissement dont nous avons tant besoin, nous tuons la poule aux œufs d'or ; sciemment !

Ce qu'il faut comprendre, c'est que cet environnement de forte inflation est ce que nous

appelons, en définitive, un phénomène cyclique et transitoire. Nous assistons déjà à une décelération de la consommation mondiale et surtout américaine. À ces niveaux élevés des prix des matières premières et du fret, une fois que les chaînes d'approvisionnement mondiales seront rétablies et que le resserrement de l'environnement monétaire se répercutera sur l'activité économique / la consommation mondiale ; la demande globale au niveau mondiale devrait faiblir ; et l'affaiblissement se fera probablement sentir très rapidement - et avec lui, un refroidissement rapide des prix.

Une fois que cela se produira, il est très peu probable que ces recettes de TVA plus élevées enregistrées transitoirement cette année se maintiennent ; affaiblissant ainsi à nouveau nos recettes fiscales au niveau national.

Cette exonération devra alors, de manière très plausible, être renversé.

Plan économique structurel

Notre pays a cruellement besoin de réformes économiques structurelles qui créent une croissance durable de l'emploi et de la productivité à moyen et à long terme. Alors qu'un nombre important de mesures, nous le comprenons, sont extrêmement de nature sociale à court terme, le rajeunissement économique fait défaut ; et cela reste une source de préoccupation dans la confiance dans la capacité de notre pays à aller de l'avant de manière durablement inclusive.

Les changements socio-économiques structurels prennent du temps et souvent, la vision et le plan stratégique pour réaliser cette vision économique sont essentiels pour stimuler le secteur privé et les investissements étrangers. C'est là qu'il faut être empirique sur ses chiffres réels et les ten-

dances macroéconomiques sous-jacentes.

Nous sommes actuellement confrontés à un environnement inflationniste inédit et indompté dans lequel les outils de politique monétaire sont quasiment stérilisés ; et donc, l'incapacité de la banque centrale à approuver l'appauvrissement de notre peuple. Il s'agit d'une préoccupation majeure, à laquelle cet exercice budgétaire n'a pas malheureusement pas répondu (oui cela reste difficile d'aller sociale et capitalisme ! Mais pas impossible !).

Le resserrement budgétaire est un outil qui peut compléter la politique monétaire (en particulier lorsque le bilan NET de la BOM est faible et qu'elle doit agir) à certains moments et cycles. Ici, alors que les dépenses auraient dû être réallouées au social et le reste, bien freiné, c'est l'inverse qui a été proposé et donc cet exercice reste un exercice inflationniste, qu'on peut espérer que les outils de politique monétaire et les mécanismes de transmission pourront contenir au cours des prochains mois (ce qui n'est pas si simple dans un système économique rincé par un excès massif de liquidités locales et en devises fortes - et la BOM doit élargir son bilan pour éponger efficacement - sinon elle devra appuyer sur la presse à imprimer / oui, techniquement la presse à dévaluation. La mise hors bilan des investissements du MIC telle que recommandée par le FMI - laissons cela pour une autre discussion).

Sinon, nous sommes soit confrontés à un risque réel de cycle de stagnation à venir dans les prochains mois, dont il sera peut-être plus compliqué de sortir. Jusque-là, au moins le peuple (et nos plus vulnérables) peut relativement respirer pour le moment ; espérons-le, à un 'juste' prix.

ANNEAU

Anneau est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission (FSC) à Maurice. Téléphone: 214 1717 - Site Web: www.anneau.co